

Analyse critique de la mondialisation: tendances et doctrine (Note)

Louicius Michel et Zhan Su

Volume 29, numéro 4, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703959ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703959ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Michel, L. & Su, Z. (1998). Analyse critique de la mondialisation: tendances et doctrine (Note). *Études internationales*, 29(4), 909–937.
<https://doi.org/10.7202/703959ar>

Résumé de l'article

Cet article examine le fondement du discours sur la mondialisation pour en dégager les significations latentes. Les principales perspectives de la mondialisation suggèrent des tendances sociohistoriques qui sont analysées à travers quatre courants théoriques. Notre acception des phénomènes en cause propose un courant historique dont l'objet est d'étudier la tendance qui considère la mondialisation en termes d'accumulation périodique des flux d'échanges économiques internationaux autour d'objets sans cesse renouvelés. Le courant libéral interprète le sens de la nouvelle dynamique managériale qui héberge les interactions des entreprises et de l'État. Le courant sociologique analyse la sociogenèse des phénomènes de nature économique des deux courants précédents pour les situer en aval de la réflexivité individuelle et collective de l'agent. Enfin, notre démarche de théorisation comporte un courant critique qui évalue la portée du discours résultant des autres courants pour en relativiser la trop grande propension à la normalisation. Nous proposons finalement un cadre doctrinal permettant de centrer l'analyse des débats soulevés à partir de deux doctrines philosophiques et de deux attitudes pratiques.

Analyse critique de la mondialisation tendances et doctrine

Louicius MICHEL et Zhan Su*

RÉSUMÉ : Cet article examine le fondement du discours sur la mondialisation pour en dégager les significations latentes. Les principales perspectives de la mondialisation suggèrent des tendances sociohistoriques qui sont analysées à travers quatre courants théoriques. Notre acception des phénomènes en cause propose un courant historique dont l'objet est d'étudier la tendance qui considère la mondialisation en termes d'accumulation périodique des flux d'échanges économiques internationaux autour d'objets sans cesse renouvelés. Le courant libéral interprète le sens de la nouvelle dynamique managériale qui héberge les interactions des entreprises et de l'État. Le courant sociologique analyse la sociogenèse des phénomènes de nature économique des deux courants précédents pour les situer en aval de la réflexivité individuelle et collective de l'agent. Enfin, notre démarche de théorisation comporte un courant critique qui évalue la portée du discours résultant des autres courants pour en relativiser la trop grande propension à la normatisation. Nous proposons finalement un cadre doctrinal permettant de centrer l'analyse des débats soulevés à partir de deux doctrines philosophiques et de deux attitudes pratiques.

ABSTRACT: The purpose of this article is to analyse the ideological foundations underlying present day globalization discourse and to shed light on some of their latent meanings. The main perspectives of globalization suggest certain sociohistorical tendencies which will be analysed by way of four theoretical frameworks. Our own acceptance of globalizing phenomena proposes an historical perspective whose objective has been the analysis of a tendency which considers globalization in terms of the recurring accumulation of international economic exchange flow centered around constantly renewed goods. The liberal current focuses on, and seeks to interpret the meaning of novel managerial dynamics in which are lodged interactions between business and the State. The sociological perspective is concerned with the social beginnings of the economic phenomena subsumed in the two preceding trends in order to situate them as a consequence of the agent's individual and collective reflexive processes. Finally, our theorizing process includes a critical dimension which means to evaluate the scope attained by globalization discourse as affected by other thought currents and seeks to relativize its already excessive propensity to create norms. In the end we propose a framework allowing for the centering of the analysis of these debates stemming first from two philosophical doctrines, and second, from two more pragmatic attitudes.

La mondialisation, équivalent français du vocable anglais « globalization », est un concept polysémique qui a enrichi le vocabulaire des sciences du social, dont le champ du management, au cours des années 1980. Théodore Levitt l'a utilisé pour la première fois quand il traitait du manque d'une stratégie globale

* Respectivement candidat au doctorat en sciences de l'administration et professeur au Département de management de l'Université Laval, Québec.

adéquate aux compagnies multinationales¹. Car ces compagnies n'auraient pas géré leurs filiales établies à travers le monde suivant une stratégie suffisamment intégrée. Le concept a été utilisé par la suite dans plusieurs domaines d'activités dont l'économique et le social². La mondialisation est ainsi devenue un phénomène social post-moderne pour certains³ ou correspond, pour d'autres, à une nouvelle vague dans l'accumulation historique des flux commerciaux transfrontaliers ou encore à une simple résurgence, au moyen de nouveaux objets d'échange, des mécanismes traditionnels des relations économiques internationales⁴.

Dans un cas comme dans l'autre, la mondialisation semble s'imposer comme une vulgate à la communauté des chercheurs et intervenants de l'international. Elle donne du monde l'image d'une vaste arène dans laquelle s'activent des acteurs économiques soumis aux seules règles de leur pouvoir de négociation. Dans ce libre jeu, l'économique domine et structure à la fois le politique et le social. Une telle représentation de l'état du monde prône, entre autres, le recul des conditions objectives par lesquelles se définit l'État-nation. À cet effet, certains internationalistes comme Ohmae et Reich, proclament l'émergence d'un monde sans frontières⁵. Cette vision alimente un discours qui croit constater la fin de l'État-nation et l'aménagement progressif d'un village planétaire. Une telle perception entraîne trois formes de conséquences interreliées concernant respectivement le management des entreprises obligées de s'organiser différemment, la gestion gouvernementale désormais subordonnée au libre jeu économique des acteurs privés, dont elle doit tout au plus se borner à aménager le cadre, la dynamique sociale dans laquelle l'individu, devenu citoyen du monde, agit à la fois comme moteur et frein dans l'uniformisation des sociétés.

L'étude ontologique de la mondialisation ouvre ainsi l'accès à un vaste champ de recherche que cet article ne nourrit pas l'ambition d'épuiser. Autrement dit, si, selon Minc, l'usage des concepts mondialisation, globalization ou internationalisation ne renvoie qu'à un détail sémantique mineur⁶, les réalités auxquelles ils réfèrent se caractérisent par leur multiplicité, leur complexité et leur multidisciplinarité. Ainsi, l'objectif poursuivi dans le cadre de cette recherche consiste-t-il plutôt à porter le débat dans trois domaines particuliers : le management, l'économique et le sociologique. Ce choix s'appuie sur notre avis que ces champs disciplinaires hébergent les préoccupations

-
1. Théodore LEVITT, « The Globalization of Markets », *Harvard Business Review*, vol. 61, n° 3, 1983, pp. 92-102.
 2. C. Fred. BERGSTEN, « Global Free Trade : A Vision for the Early 21st Century », *Business Korea*, October, 1996, pp. 56-57.
 3. Anthony GIDDENS, *Beyond Left and Right, the Future of Radical Politics*, Stanford, Stanford University Press, 1994.
 4. Jean-Luc FERRANDÉRY, *Le point sur la mondialisation*, Paris, PUF, 1996.
 5. Kenichi OHMAE, *La triade : émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*, Paris, Flammarion, 1990 ; Robert REICH, *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.
 6. Alain MINC, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

majeures véhiculées par le discours de la mondialisation. Ainsi, procéderons-nous d'abord à un examen des caractéristiques de la réalité de la mondialisation pour analyser ensuite les principales idées ou tendances qui s'en dégagent au moyen d'un regroupement en quatre grands courants : un courant historique, un courant libéral, un courant sociologique et un courant critique. Notre analyse qui se veut positive évite donc toute préoccupation normative. Elle permet de constater l'existence d'acceptions divergentes quant au sens et au degré d'achèvement de la mondialisation. Nous proposerons enfin un cadre doctrinal d'interprétation de ces idées et tendances.

I – Vers une caractérisation de la mondialisation

Le sens que Théodore Levitt⁷, initiateur du concept, voulait donner à la globalisation ne devrait concerner que la réponse à la question de savoir si les compagnies multinationales avaient besoin d'utiliser différents types de stratégies internationales pour chaque industrie ou secteur dans lesquels elles opéraient, c'est-à-dire des stratégies qui varieraient avec la nature et le lieu d'implantation de l'industrie et de l'entreprise. La logique sous-jacente à cette interrogation voulait que 1) les besoins et les intérêts des consommateurs deviennent de plus en plus homogènes à travers le monde, 2) les consommateurs du monde sont prêts à sacrifier les caractéristiques, les fonctions ou le design des produits au profit d'un meilleur rapport qualité/prix, 3) la production et la mise en marché à l'échelle du monde génèrent de substantielles économies d'échelle. Ces propositions de Levitt allaient constituer l'ossature de ce qui est connu aujourd'hui sous l'appellation de la « théorie de la standardisation des choix des consommateurs », défendue notamment par Ohmae⁸.

L'homogénéisation des goûts des consommateurs mondiaux serait, suivant cette vision, à la base de la formation des blocs commerciaux régionaux. Pour Giddens⁹ ce rapprochement des goûts des consommateurs à l'échelle de la planète s'explique par des phénomènes mal connus mais qui sont avant tout d'ordre sociologique. En ce sens, il considère la globalisation comme un processus de « transformation du temps et de l'espace ». Elle doit donc être considérée comme « de l'action à distance et son intensification durant ces dernières années est due à l'émergence des moyens de communication globale et instantanée et au transport de masse ». À cet effet, l'auteur conçoit la globalisation comme l'aboutissement d'un phénomène complexe de transformation du contexte de « l'expérience sociale » tant au niveau local qu'au niveau individuel. La globalisation résulte, de ce fait, en l'émergence d'un ordre social post-traditionnel. Cette définition de nature sociologique consacre la primauté du sociologique par rapport à l'économique. Déjà, on le voit, la

7. Théodore LEVITT, *op. cit.*

8. Kenichi OHMAE, « Managing a Borderless World », *Harvard Business Review Book*, 1995, pp. 269-284.

9. Anthony GIDDENS, *op. cit.*, p. 4.

pensée de Levitt connaît une première extension qui cherche, ne serait-ce qu'indirectement, à expliquer la nature de l'homogénéité hypothétisée des préférences du consommateur.

Pour Durosset¹⁰, la mondialisation charrie trois mouvances de nature exclusivement économique. Il y décèle, premièrement, un mouvement d'internationalisation qui correspond à une intensification, dès le début des années 1980 jusqu'en 1994, du développement des flux d'exportation atteignant environ 15 % du PIB mondial. Il y a, en second lieu, un processus de transnationalisation traduit par le développement des flux d'investissements directs et d'implantations à l'étranger sous forme d'alliances, de fusions, d'accords ou de fusion-acquisition. Finalement, la mondialisation proprement dite s'accompagne de la mise en place de réseaux mondiaux de production et d'information. Dans cette optique, il n'y a rien de vraiment nouveau dans cette orientation des relations économiques internationales. L'histoire des échanges internationaux serait ponctuée de ces périodes d'intensification toutes les fois qu'un nouvel objet d'échange pouvait répondre à une demande mondiale. C'est le cas pour le pétrole depuis les années 1960, par exemple. Les suggestions de l'auteur semblent comporter deux nuances importantes. D'abord, le nouvel objet d'échange est de nature informationnelle et échappe au contrôle traditionnel de l'État. Ensuite, la mondialisation a occasionné l'émergence ou la ré-émergence, dans certains cas, de zones d'influence continentales (la triade), de puissances régionales ou territoriales (Inde, Chine, etc.).

La pensée de Samir Amin¹¹ se situe également dans cette perspective quand il subdivise le demi-siècle de l'après-guerre (1945-1990) en trois moments historiques consistant en la mise en place de trois types de systèmes : le système occidental (Ouest) pour garantir la gestion des intérêts capitalistes, le système soviétique à l'Est représentait la solution étatiste aux problèmes sociopolitiques, et le système de Bandoung devait garantir le développement du Tiers-Monde. Les années 1990 consacrent l'effondrement de ces systèmes et projettent le monde « dans une période de turbulences qu'accompagnent les restructurations en cours et leur articulation éventuelle autour de principes qualitativement nouveaux¹² ». De ce pas, l'auteur considère que : « La mondialisation a brisé la coïncidence entre l'espace de la gestion économique de l'accumulation et celui de la gestion politique sociale, elle a engagé les périphéries dans l'industrialisation moderne, elle a mis un terme au mythe d'une alternative étatiste à la soviétique¹³. » À cet effet, la mondialisation est un phénomène historique qui périmé à la fois les mécanismes de régulation économique (Welfare State National, le projet de Bandoung et le soviétisme) et politique (bipolarité militaire) de l'après-guerre. Elle aurait ainsi pour conséquence d'éroder l'efficacité de l'État et de nous introduire dans un monde très hétérogène.

10. M. DUROSSET, *La mondialisation de l'économie*, Paris, éd. Marketing, coll. « Ellipse », 1984.

11. Samir AMIN, *Mondialisation et accumulation*, Paris, L'Harmattan, 1993.

12. Samir AMIN, *op. cit.*, p. 10.

13. *Ibid.*, p. 38

Ainsi, selon la formulation de Braud¹⁴, la mondialisation a comme dénué l'hypertrophie, la délégitimation et la déterritorialisation de l'État. Morales-Gomez¹⁵ considère que la globalisation de l'économie constitue seulement un aspect d'un phénomène plus vaste. De la sorte, l'expression économique doit être prise comme l'une des dimensions du changement global qui affecte le développement social et humain d'aujourd'hui. En ce sens, la globalisation constitue « un phénomène complexe où confluent des facteurs économiques, politiques, sociaux et culturels en interaction à l'échelle mondiale grâce à l'expansion du savoir, de l'information, du commerce et de la technologie au-delà des frontières géographiques et des pôles de l'activité économique¹⁶... ». La mondialisation n'est donc pas un phénomène facile à caractériser de façon exhaustive. Elle est un concept polysémique qui couvre une réalité polymorphe que chaque champ disciplinaire essaie de traduire de façon idiosyncrasique.

L'ensemble de ces éléments structurants du discours sur la mondialisation a fait l'objet d'une évaluation critique dont Robert S. Spich¹⁷ détient un certain leadership par rapport aux références consultées. À son avis, le discours qui traduit la réalité de la mondialisation pêche par excès de généralisation. Il en est ainsi parce que certains penseurs cherchent à s'assurer une audience qui puisse les faire connaître dans leurs champs disciplinaires respectifs. Cette quête de notoriété, d'audience et d'autorité occasionne, selon lui, une certaine manipulation idéologique quant au discours et à la pensée qui alimentent la littérature sur la globalisation et ses conséquences.

Pour rendre compte de cette pluralité de vue qu'exprime le discours de la mondialisation, nous considérons d'abord qu'il existe un courant d'idées qui est fortement influencé par l'histoire de la géographie économique et par celle des échanges internationaux. Ces idées seront donc analysées sous la rubrique d'un courant historique. En posant l'action sociale comme catalyseur de la mondialisation, les auteurs qui réfléchissent en termes sociologiques nous permettent de dégager un courant sociologique. Dans ce courant, la mondialisation est analysée sous la perspective de la détraditionnalisation et de la réflexivité sociale dont le sens ou le pouvoir mondialisant seront évalués à la lumière de la théorie culturelle. En troisième lieu, nous présenterons un courant libéral pour rendre compte des nouvelles tendances socio-économiques qui prônent, entre autres, la fin de l'État-nation et l'avènement du libre jeu du marché. Finalement, un courant critique est identifié dans le but d'analyser la mondialisation sous l'angle discursif qui est assimilé davantage à une occultation d'une simple réalité socio-économique à des fins idéologiques. Nous présentons ci-dessous les courants d'idées que ces acceptions générales semblent autoriser avant d'expliquer notre mode de conceptualisation doctrinale.

14. Philippe BRAUD, *Science politique, l'État*, Paris, Seuil, 1997.

15. Daniel A. MORALES-GOMEZ, « Social Policy in a Global Society », *The Journal of American Academy of Arts and Sciences*, vol. 124, n° 2, Spring 1995, p. 6.

16. *Ibid.*, p. 6.

17. Robert S. SPICH, « Globotalk: A Different View of Globalization », *Working paper series*, n° 93-3, Anderson Graduate School of Management, UCLA, Los Angeles, 1996, pp. 1-37.

II – La mondialisation selon le courant historique

Les écrits regroupés dans ce courant ont en commun d'analyser la mondialisation comme un processus historique allant du ^{xv}^e siècle, avec l'activisme des marchands médiévaux, au milieu des années 1960 marquées par une intensification, jamais atteinte jusque-là, des échanges internationaux. Selon Adda¹⁸, la poursuite de cette tendance forte, la croissance exponentielle des échanges internationaux, a atteint au cours des années quatre-vingt un seuil qui déborde les barrières physiques et réglementaires des États nationaux. L'origine de la mondialisation remonterait donc au Moyen Âge européen quand se manifestaient les premiers balbutiements du capitalisme¹⁹. Les flux de produits et de services circulaient alors librement d'une cité-État à l'autre. De la sorte, le discours actuel construit autour de cette réalité ne fait que traduire, dans des catégories linguistiques nouvelles, des faits qui sont vieux de plus de trois siècles. De ce point de vue, le discours de la mondialisation s'alimente fondamentalement de l'évolution des échanges internationaux depuis Adam Smith.

À cet effet, Reich ajoutera que « les années 1945 à 1970 sont témoins de la croissance économique la plus spectaculaire et la plus partagée de l'histoire de l'humanité... En tenant compte de l'inflation, les revenus sont multipliés par trois et le commerce mondial par quatre ²⁰... ». À cela il faudrait ajouter avec Kaul que la mondialisation s'accompagne également d'une croissance tout aussi exponentielle de la pauvreté et d'autres maux (la drogue, la criminalité, etc.) à l'échelle de la planète²¹. Ce n'est toutefois pas le sens de notre propos.

Pour Rosanvallon, l'origine historique de la mondialisation doit être située dans la ligne de pensée exprimée par Adam Smith²². L'idée de Smith, exprimée très sommairement ici et qui constitue la base de l'économie politique, suggère deux grands principes dont le processus d'évolution alimente la mondialisation. Le premier renvoie à la notion de complémentarité internationale qui connote la dénégation de toute forme de concurrence exacerbée ayant pour effet de fragiliser et d'invalider ce genre de coopération. Le rapport de ce premier principe à la mondialisation est qu'il jette la base d'un vaste mouvement progressif d'échanges économiques internationaux dont le point culminant prend aujourd'hui la forme de réseaux mondiaux des affaires que Robert Reich caractérise comme suit : « Dans les réseaux mondiaux, les produits sont des assemblages internationaux. Ce qui est échangé entre les nations, c'est moins souvent des produits finis que des services de résolution de problèmes (recherche, développement, fabrication), d'identification de problèmes

18. Jacques ADDA, *La mondialisation de l'économie : genèse*, Paris, éd. la Découverte, coll. Repères, t. 1, 1996.

19. *Ibid.* ; Jean-Luc FERRANDÉRY, *op. cit.*

20. Robert REICH, *op. cit.*, p. 54.

21. I. KAUL, « Human Security, The Need for a New Security Council », *Round Table on Global Change*, UNDP, Stockholm, 1994.

22. Pierre ROSANVALLON, *Le libéralisme économique, histoire de l'idée de Marché*, Paris, Seuil, 1989.

(marketing, publicité, études de marché), et de courtage (financement, mises en relation de participants, contrats), ainsi que certains composants et services courants, l'ensemble étant combiné pour créer de la valeur²³. » Ces réseaux ignorent les frontières, selon l'auteur.

De l'idée de Smith à la formation récente de ces réseaux, les relations économiques internationales ont enregistré des soubresauts qui mettent davantage le courant historique en perspective. Mais d'abord, retenons que le deuxième principe découlant de la pensée de Smith a donné lieu à la doctrine du libre-échange dont les perspectives économiques subséquentes seront analysées dans la présentation du courant libéral. Pour l'instant, il convient de faire remarquer que la Grande-Bretagne a été la seule puissance économique à baser sa politique commerciale, dès le ^{xix}^e siècle, sur le libre-échange²⁴. Le choix de cette politique par le Royaume-Uni remonte donc à l'époque où ce pays représentait la seule grande économie européenne, c'est-à-dire tout au cours du ^{xix}^e siècle jusqu'en 1914. Les pays comme l'Allemagne ou les États-Unis, par exemple, ont opté pour la protection de leurs tissus industriels et de leurs marchés intérieurs à leur phase de développement. Ils sont ainsi parvenus à maintenir un développement économique durable alors que l'économie britannique a enregistré un déclin systématique qui a conduit à l'abandon pur et simple du libre-échange à partir de 1932²⁵.

La logique sous-jacente à la perspective de Smith est que, sur la base de la spécialisation internationale des systèmes de production et de la complémentarité, les biens et les services devraient être échangés sans se heurter aux barrières protectionnistes ou aux handicaps de la concurrence. En sorte que, sous l'angle de la perspective historique, la mondialisation a toujours désigné « un mouvement complexe d'ouverture des frontières économiques et de déréglementation, qui permet aux activités économiques capitalistes d'étendre leur champ d'action à l'ensemble de la planète²⁶ ».

L'extension historique de ces activités a couvert trois tranches chronologiques, d'après l'auteur. Il y a eu, premièrement, la révolution des transports résultant des progrès techniques réalisés au cours du ^{xix}^e siècle. Cette révolution qui a provoqué un rétrécissement du monde était rendue possible grâce au charbon et à la machine à vapeur puis à la fabrication du moteur à explosion au cours de la période allant de 1880 à 1914 environ. Ce moment historique est aussi marqué par la mise au point, dès 1890, des premiers véhicules automobiles et des avions.

L'instauration du fordisme, dès 1905, sur la base des méthodes de l'organisation scientifique du travail (ost) a porté le niveau de biens et de services produits à un premier sommet. Les facilités de mouvement qu'ils assurent et les bas prix que permettait leur fabrication à la chaîne sont d'un

23. Robert REICH, *op. cit.*, 1993, p. 104.

24. Pierre ROSANVALLON, *op. cit.*

25. Roger DEHEM, *Histoire de la pensée économique : des mercantilistes à Keynes*, Ste-Foy, PUL, 1984.

26. Jean-Luc FERRANDERY, *op. cit.*, p. 3.

attirait tel que leur distribution ou leur circulation se faisait au-delà des frontières. C'est vers cette période que Durosset situe sa première phase de la mondialisation, c'est-à-dire celle de l'internationalisation marquée par des flux d'importation et d'exportation ainsi que par la croissance exponentielle des flux migratoires de l'Europe vers le reste du monde. Ces mouvements de facteurs se sont accompagnés également, selon Adda²⁷, de la propagation des maladies contagieuses atteignant sérieusement les populations indigènes. En somme, la propulsion par la vapeur et par le charbon puis par l'explosion a occasionné des mouvements mondiaux très intensifs de stocks de matières premières, donc des flux commerciaux, de capitaux et d'individus, à l'échelle du monde. La Première Guerre mondiale marque la fin de cet ordre international caractérisé par « les rivalités inter-étatiques et par une économie déjà internationalisée, la concurrence des capitalismes nationaux et l'assujettissement des régions périphériques²⁸ ».

La deuxième tranche chronologique couvre la période d'entre-deux-guerres. Elle est marquée, entre autres, par une accélération des tendances ou réalités antérieures dont l'essor de l'aviation, la « multiplication des firmes transnationales dépassant le stade des cartels²⁹ » existant avant 1914, une longue phase de stagnation allant de 1913 à 1938, l'accentuation du protectionnisme dans la pratique des échanges internationaux, le début du mouvement de création de filiales et de rachat (pour contourner le protectionnisme), etc. La troisième tranche débute vers 1945 et est marquée par l'exploitation des avancées techniques antérieures en vue de faire émerger une « nouvelle civilisation de mobilité³⁰ ». Les transports allaient ainsi entrer dans une nouvelle ère révolutionnaire mais qui repose sur des principes et techniques antérieurs. Cette période inaugure aussi le début de tout un ensemble d'améliorations techniques parmi lesquelles il faut citer : l'électrification du rail, l'usage du diesel dans les transports maritimes et routiers, l'augmentation très rapide des parcs automobiles et du trafic aérien, l'invention du transistor en 1947, le lancement du premier satellite de télécommunications au début des années 1970, l'évolution rapide et polymorphe des moyens de communication d'abord contrôlés par l'État, particulièrement en Europe, etc.

Les exportations entre 1950 et 1980 ont été multipliées par 24. Cette période est aussi celle de la fabrication de masse, selon Reich, du développement du tourisme, de la transnationalisation des champions nationaux défenseurs du système capitaliste. Dans ce cadre particulier du système capitaliste, un modèle de développement économique et de stimulation des échanges a été prévu et mis en place. Trois institutions dites de Bretton Woods devaient assumer cette responsabilité. Le GATT (General Agreement On Tariff and Trade) avait ainsi été créé pour constituer une instance de surveillance et de stimulation des échanges internationaux. Le Fonds monétaire international

27. Jacques ADDA, *op. cit.*, vol. 1.

28. Jacques ADDA, *op. cit.*, tome II, p. 3.

29. Jean-Luc FERRANDÉRY, *op. cit.*, p. 134.

30. *Ibid.*, p. 11.

(FMI) avait été institué pour constituer de la discipline financière. Et enfin, la Banque Mondiale avait la charge de collecter et d'affecter les ressources nécessaires aux activités de développement. En contrepartie, les pays assistés étaient « tenus de mettre en œuvre les programmes d'ajustement structurel en vue de l'introduction et la diffusion systématique des mécanismes de marché dans les économies débitrices, aussi bien dans le domaine des échanges extérieurs que dans le système financier et dans les secteurs traditionnellement réglementés par l'État³¹ ». Deux acteurs dominaient le système socio-économique de cette période de l'histoire. Il s'agit de l'État et des firmes internationales.

La décennie 1980 marque un tournant dans les stratégies internationales des firmes. « De champions nationaux ou de porte-étendards des valeurs politiques occidentales qu'elles étaient au cours des années 1950-1970, elles commençaient à devenir des réseaux mondiaux de production et d'information³². » Ces réseaux, comme indiqué précédemment, prennent différentes formes dont celles d'investissements directs atteignant un niveau sans précédent, d'alliances, de fusions ou d'ententes diverses (joint-ventures, licences, contrats, etc.). Ces tendances ont connu une nouvelle accélération au début des années 1980 au point que « ces liens qui ignorent les frontières représentent désormais la majeure partie du commerce international entre les économies avancées... La vérité est que, de nos jours, personne ne sait si, à un moment donné, le commerce international des États-Unis (ou de tout autre pays) est ou non équilibré, ne connaît l'ampleur réelle d'un déséquilibre éventuel et n'est en mesure de saisir sa signification³³... ». En ce sens, la nationalité des firmes ne connote aucune signification particulière et celle des produits ne l'est pas moins. Le rôle protectionniste qu'assumait l'État au cours des années d'après-guerre s'estompe devant « la transformation des grandes firmes en réseaux mondiaux dépendant de la liberté de mouvement, à travers les frontières, des biens, des services, de l'argent et de la technologie³⁴ ».

Ce mouvement imprimé à l'économie mondiale est dirigé par les firmes multinationales. Et, selon Schwab et Smadja, cette nouvelle impulsion des relations économiques internationales décrit « une révolution économique mondiale survenant en même temps qu'une crise cyclique³⁵ ». La crise cyclique correspond à la récession qui a frappé les économies capitalistes avancées vers la fin de la décennie 1980 dont certaines enregistrent une reprise sans création d'emploi. Elle s'est également accompagnée, au moment où les économistes de tout bord se perdaient dans des prévisions de toutes sortes, d'une « mutation du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie qui repré-

31. Jacques ADDA, *op. cit.*, tome II, p. 17.

32. Robert REICH, *op. cit.*, 1993, p. 6.

33. *Ibid.*, pp. 105-106.

34. *Ibid.*

35. Klaus SCHWAB et Claude SMADJA, « Power and Policy: the New Economic World Order », in « the Evolving Global Economy », *Harvard Business Review Book*, 1995, p. 99.

sente la composante la plus spectaculaire de la révolution³⁶ ». Il s'est ainsi constitué un monde tripolarisé : l'Europe occidentale, l'Asie orientale et l'Amérique du Nord dans une situation de parité économique stratégique. Un autre indicateur de la nouvelle révolution économique ainsi caractérisée est fourni par l'inexistence des barrières à la circulation des flux financiers, de la technologie, des techniques de management ou de marketing. Parmi les caractéristiques fondamentales de la nouvelle orientation de l'économie, il convient de retenir : les mouvements de délocalisation mondiale de la production industrielle rendant possible maintenant la combinaison haute technologie/productivité élevée/grande qualité/bas salaire, la désynchronisation des cycles économiques dans les trois régions.

Le cadre de cette nouvelle économie mondialisée que Reich appelle une économie à valeur ajoutée qui privilégie la production personnalisée au lieu de la production de masse chère au fordisme est balisé par un certain nombre de facteurs catalyseurs. Le premier émane de ce que Amin considère être la chute des trois systèmes en compétition à partir des années 1945. Le modèle étatiste à la soviétique s'est effondré tout comme celui du capitalisme dont le système de gestion reposait sur le fonctionnement des institutions de Bretton Woods. Il en va de même du système de Bandoung. Le champ est donc ouvert devant les firmes multinationales. Le deuxième facteur objectif, si ce n'est le plus important, est la révolution au cours de la décennie 1980 enregistrée dans les technologies de communication, facilitant la circulation des flux d'information. Les énormes améliorations et performances des instruments de communication sont attribuables, selon Ferrandéry, à la révolution informatique. Les possibilités de visualisation et de réception, en temps réel, des événements survenant à n'importe quel point de la planète, le développement des transports de masse, facilitant la circulation des facteurs sont autant de vecteurs de la mondialisation. Selon Ohmae³⁷, trois éléments fondamentaux agissent comme facilitateurs de la mondialisation. Ils expliquent tout aussi bien la chute des trois systèmes. Il y a d'abord le mouvement instantané des personnes, des idées, de l'information et des capitaux à travers les frontières. En ce sens, la vitesse et le volume des transactions sur le marché mondial des capitaux annihilent pratiquement la possibilité de contrôle par les gouvernements nationaux des taux de change en vue d'assurer la protection de leurs devises. Les responsables politiques se retrouvent ainsi à la merci des personnes et des institutions qui font des choix économiques sur lesquels les politiciens ne parviennent pas à exercer le moindre contrôle. En second lieu, souligne Ohmae, les flux d'information avertissent les consommateurs mondiaux sur le mode de vie des autres communautés. Ce qui aurait pour effet de faire converger les goûts et les préférences. L'évolution chronologique de cette convergence génère une pression croissante sur les gouvernements pour rendre disponibles les meilleurs produits à bas prix en provenance du reste du monde. Le refus de l'État de céder à cette pression au nom des intérêts

36. Klaus SCHWAB et Claude SMADJA, *op. cit.*

37. Kenichi OHMAE, *op. cit.*, 1990.

économiques nationaux porterait les citoyens « à voter avec leur portefeuille ». Le troisième élément avancé par l'auteur consiste à expliquer que l'État s'étant révélé un dissipateur de richesse et n'étant plus en mesure de jouer un rôle effectif dans la nouvelle économie sans frontière devient incapable de composer avec la main invisible du marché. Car l'État-nation créé pour résoudre des problèmes des premières périodes historiques ne parviendrait pas à contrôler et réguler cette main invisible. Les modes de fonctionnement du marché devenu planétaire consacrent, selon l'auteur, la fin de l'État-nation comme acteur de l'économie globale. Les raisons étant que les États, « par orientation et par vocation ne peuvent s'empêcher de faire des choix économiques en vue des conséquences exclusivement politiques. La logique électoraliste et les attentes populaires font qu'ils sacrifient toujours les bénéfices indirects, généraux et à long terme au profit des retombées tangibles et immédiates. Ils sont ainsi des otages volontaires du passé parce que l'avenir est une circonscription qui ne vote pas. À la fin, ils sont devenus anormaux et même dysfonctionnels comme acteurs de l'économie globale, parce qu'ils sont incapables de faire primer la logique globale dans leurs décisions... Les États-nations ne sont plus des entités significatives dans lesquelles on peut réfléchir sur l'activité économique. Dans un monde sans frontière, ils combinent les choses à un mauvais niveau d'agrégation ³⁸... ».

Ce résumé succinct de l'analyse disons historique de la mondialisation permet de relever que, premièrement, le phénomène en soi, au regard de l'histoire, n'aurait ainsi rien de nouveau. La nouveauté, s'il en est, concerne la nature des biens échangés et les moyens par lesquels ils sont réalisés. Deuxièmement, le début des années 1980, selon cette perception, salue en réalité l'émergence de nouveaux objets et moyens d'échange ayant pour effet immédiat une plus grande accélération des flux de facteurs. Les nouveaux objets sont des services financiers et de courtage stratégiques facilités cette fois par la révolution informatique, occasionnant du coup une révolution des télécommunications. En troisième lieu, il suggère que le leadership économique ainsi assuré par les grands réseaux d'entreprises ouvre la voie à une profonde remise en question du rôle de l'État. Finalement, il donne à constater que l'économie mondiale a pris un virage tumultueux au cours des 15 dernières années, marquées par la mutation progressive et effective des centres historiques (Europe occidentale et États-Unis) de la production industrielle mondiale vers l'Asie. Observation qu'il faut toutefois modérer à la lumière des nouvelles tendances à la crise affichées par certaines économies de la région.

Ces caractéristiques du nouvel environnement interpellent les États et les institutions internationales en ce qui concerne spécialement la nature des politiques publiques à adopter pour coordonner la sphère des activités du marché, devenu de plus en plus global, sans entraver le fonctionnement des mécanismes de création et d'allocation de la richesse.

38. Kenichi OHMAE, *op. cit.*, 1990, p. 131.

III – La mondialisation et la résurgence du courant libéral

La doctrine libérale tire son origine première de la pensée des physiocrates. Elle repose sur le principe fondamental qui fait de l'autonomie individuelle, basée sur la dénégation de toutes souverainetés absolues, les conditions du progrès et de la liberté³⁹. Reprise à un niveau plus réaliste et moins absolu par Smith, la pensée libérale se représente la société comme un marché où la libre détermination des agents assure les fonctions de production et d'allocation des ressources. Dans cette perspective, l'économie est conçue comme le fondement de la société et le marché est vu comme l'opérateur de l'ordre social. Une telle doctrine idéalise le droit de propriété comme origine de la liberté et de la justice humaine. Toute autre forme d'organisation, dont l'État, doit observer une neutralité totale face aux interactions des agents socio-économiques. Les théories des avantages absolus de Smith et des avantages comparatifs de Ricardo constituent le socle de cette représentation de la société. Son mécanisme de fonctionnement privilégié a été le libre-échangeisme qui offre un meilleur cadre au libre jeu du marché, qui exige la neutralité de l'État dans l'évolution économique de la société.

Le libre-échange a été adopté par le Royaume-Uni dès le ^{xviii}e siècle comme principe de sa politique commerciale. La nation américaine naissante et d'autres pays européens comme l'Allemagne, la France, la Hollande, par exemple, avaient carrément opté pour une certaine forme de protectionnisme dont le mercantilisme représente la manifestation extrême. L'évolution de la pensée libérale traduite d'abord par le libre-échangeisme a connu deux temps d'abandon provoqués par les deux grandes guerres. Le Royaume-Uni a dû d'abord tempérer son application au début des années 1910 pour répondre à la concurrence de plus en plus poussée à laquelle ses entreprises nationales et leurs produits devaient faire face sur son propre marché. Ce pays a ensuite renoncé définitivement au libre-échange à partir de 1932. Ces deux coups de frein ont eu pour effet de consacrer la généralisation de la pratique protectionniste dans les échanges internationaux. Son hégémonie allait être d'autant plus renforcée que les États-Unis ont adopté une attitude de repli et une volonté de « mettre à mal le bloc soviétique naissant⁴⁰ ». Encore faut-il rappeler avec Aseniéro que le Japon a amorcé son développement économique au moyen d'un régime protectionniste sur une période de deux cents ans. La Corée et Taiwan sont des exemples supplémentaires de développement facilité par ce parapluie protectionniste.

Le libéralisme constitue une pensée préindustrielle qui a traversé le temps au bout de certaines péripéties en prônant l'autonomie du marché et l'anti-étatisme. Il s'est montré odieux en servant de base à la « réglementation du travail à l'usine » et avenant en inspirant l'interventionnisme au moyen de certaines barrières douanières, aspect qui « tempère son anti-étatisme de

39. Pierre ROSANVALLON, *op. cit.*, 1989.

40. M. DUROSSET, *op. cit.*, 1984, p. 55.

principe⁴¹ ». Son solde catastrophique en Angleterre au siècle dernier et jusqu'au début du 20^e siècle et le compromis auquel son caractère avenant a donné lieu pourraient laisser croire que le libéralisme a perdu ses lettres de noblesse. Pourtant, sous l'impulsion de certains théoriciens, tel Samuelson, le libre-échange qui sert de mécanisme opératoire central au libéralisme renaissait aux États-Unis au début des années 1950. Ce regain d'intérêt pour le libre-échange a été le premier pourvoyeur d'idées de la philosophie des institutions de Bretton Woods dont le GATT et la Banque mondiale qui étaient chargés, entre autres, de promouvoir des échanges loyaux entre les nations (c'est la philosophie du Free Trade, Fair Trade) et d'encourager les principes de l'économie de marché. Selon la logique de l'économie de marché, l'État doit se cantonner dans un rôle minimal d'encadrement des activités des acteurs économiques – individus et entreprises – et leur laisser ainsi le soin de s'occuper librement de l'allocation des ressources au moyen des jeux de l'offre et de la demande. À cet effet, l'État ne devrait poser aucun geste qui puisse entraver ce laisser-faire et casser le rythme de l'initiative individuelle. À cet égard, les dépenses sociales de l'État, rendues nécessaires par les mécanismes de gestion de l'État-Providence et les subventions, constituent un frein au dynamisme des acteurs devenus, par le fait même, dépendants et moins motivés à prendre des risques et des initiatives, conditions préalables à la concurrence et donc à la vigueur du marché. Les mouvements de délocalisation actuels, le tourisme international activé par l'abaissement des coûts du transport, les nouveaux moyens de communication, entre autres, participent de cette logique de laisser-faire du marché. Ils n'ont été ni pensés, ni décidés ou contrôlés par les circuits étatiques qui n'ont pu mieux faire que de constater cette évolution et d'essayer de rattraper le train ainsi mis en marche par la seule force du marché. De ce fait, la conception libérale proclame à la fois la fin de l'État-nation par référence à l'inefficacité des frontières psychologiques, physiques et réglementaires traditionnelles, constituant l'une des conditions objectives de l'existence de l'État. L'État-Providence n'échappe pas non plus, à plus forte raison, aux coups de boutoir de la représentation libérale des relations de l'État à la société. Ses activités socio-économiques sont jugées improductives et analysées comme une entrave au fonctionnement du marché. Kenichi Ohmae (1995) est l'un des défenseurs de cette vision de la place de l'État dans le contexte de la mondialisation.

La réalité est que, selon Giddens et Reich, l'État-Providence a traduit la concrétisation d'un compromis entre deux visions du rôle de l'État⁴². Celle de la pensée libérale prônant l'expansion illimitée du marché et celle du socialisme d'État d'après lequel « la puissance publique a la responsabilité de prendre en charge l'ensemble des besoins des individus (scolarisation, logement, soins gratuits, emploi, loisir)⁴³ ». Les caractéristiques du contexte de la mondialisation, telles que nous les avons décrites précédemment, assurent à

41. Georges BURDEAU, *L'État*, Paris, Seuil, 1970.

42. Anthony GIDDENS, *op. cit.*, 1994 ; Robert REICH, *op. cit.*, 1993.

43. Philippe BRAUD, *op. cit.*, p. 159.

l'idée du marché une certaine prévalence par rapport à la conception étatiste. La conséquence immédiate de cette mutation se traduit en un démantèlement idéologique et managérial des structures de l'État-Providence dont certaines inefficacités immanentes ne doivent pourtant pas être inscrites au passif de la critique libérale.

La ré-émergence de la vision libérale, vieille depuis l'invention de l'État, relance le discours selon lequel 1) l'entreprise capitaliste constitue le noyau de toute forme de bien-être, 2) le système compétitif du marché maximise l'efficacité économique et garantit la liberté individuelle ainsi que la solidarité sociale, 3) l'individualisme dans un contexte d'État minimal est une garantie de la démocratie, 4) l'ordre social se maintient par la coordination instantanée et non intentionnelle des acteurs sociaux agissant par motif d'intérêt personnel... Ces caractéristiques définissent le filtre perceptuel de ce que Giddens appelle le néo-libéralisme⁴⁴. Sa gestion de l'État privilégie des mécanismes très à la mode aujourd'hui : privatisation, décentralisation, réduction de la taille de l'État, équilibre budgétaire, transfert de responsabilité, réduction des dépenses sociales, etc.

La doctrine et les principes du néolibéralisme, résumés brièvement ci-dessus, nous inspirent deux sortes de considération. La première émane de la pensée de Reich qui, dans sa très pertinente argumentation sur la répartition de la richesse dans la société, tend à considérer les fonctions de création et d'allocation des ressources comme un jeu à somme nulle. Autrement dit, le gain d'un acteur social résulte d'une perte enregistrée ailleurs. Les flux de production et d'allocation de la richesse à l'échelle mondiale participent également de ce jeu. En sorte que, selon l'observation de l'auteur, ce qu'une nation gagne, une autre l'a perdu. De plus, la rude concurrence qui caractérise les relations économiques internationales pervertit, toutes proportions gardées, la complémentarité internationale prévue dans le modèle libéral smithien. Ce qui ne signifie pas pour autant la fin de toute forme de complémentarité internationale. Car, selon l'auteur, la nouvelle économie se caractérise, entre autres, par son ouverture à l'ajout de valeur de la part de toute région économique mondiale. Les délocalisations, les alliances stratégiques, les *joint-ventures*, etc., peuvent être choisis comme options stratégiques en raison d'une spécialisation régionale ou nationale. Le point demeure que les compagnies globales, telles qu'elles sont caractérisées par Hamel et Prahalad, ne tiennent pas compte de la maturation d'un tissu industriel national dans leur intervention stratégique. En effet, la genèse du jeu compétitif mondial établit que « Global competition begins with a sequence of competitive action and reaction, i.e. an aggressive competitor decides to use the cash flow generated in his home market to subsidize an attack on markets of domestically oriented foreign competitors. The defensive competitor then retaliates – not in its home market where the attack was staged – but in foreign market where the aggressor company is most vulnerable⁴⁵. »

44. Anthony GIDDENS, *op. cit.*

45. Gary HAMEL et C.K. PRAHALAD, « Do you Really Have a Global Strategy? », *Harvard Business Review Book*, janvier 1995, p. 252.

Du coup, la division internationale du travail basée sur la spécialisation des appareils productifs nationaux pâtit de la nature de ce jeu compétitif agressif. C'est en ce sens que Michael Porter et Robert Reich reconnaissent la nécessité pour les États nationaux d'assurer un minimum de protection de leurs tissus industriels naissants, le temps qu'ils atteignent la force concurrentielle imposée par l'accès au village planétaire. Autrement, le libéralisme tous azimuts ne causerait que davantage de ruine et d'exclusion⁴⁶. Deux séries de faits appuient cette position. Il y a d'abord la longue argumentation et amplement documentée de Reich sur l'effet désastreux du libéralisme pur et dur. Analysant la nature des acteurs sur le marché mondial, il constate que seuls les manipulateurs de symboles, représentant le dixième du quart de la population des États-Unis, profitent des nouveaux jeux compétitifs mondiaux et imposent la vision globalisante. En sorte que la mondialisation ne nous introduits pas dans un monde harmonieux, comme Amin l'a souligné. Deuxièmement, la globalisation s'accompagne d'une double augmentation exponentielle de la richesse et de la pauvreté ou de l'exclusion tant à l'échelle nationale que mondiale. En sorte que les plus riches deviennent beaucoup plus riches et les plus pauvres s'appauvrissent davantage. Le libéralisme, le plus puissant mécanisme de création de la richesse, selon François Ewald⁴⁷ est aussi foncièrement inégalitaire, d'après Amin⁴⁸. Son rôle moteur dans la dynamique de la mondialisation catalyse à la fois l'individualisme à somme nulle et le cosmopolitisme indifférent. Il se crée alors une zone de turbulence où se font entendre des appels en faveur de ce que Reich appelle un laisser-faire cosmopolite et un nationalisme à somme positive. De là, il y a un pas que les États ne devraient pas hésiter à franchir, puisqu'ils ont avantage à s'y aventurer.

La deuxième grande considération que nous inspire la logique de marché remise en selle par le néolibéralisme dans le cadre de la mondialisation renvoie aux principes de dépendance ou d'indépendance des acteurs. Elle est étroitement reliée à la précédente et n'entend pas dresser le bilan du libéralisme. Elle se limite plutôt à quelques remarques générales sur les avantages et surtout les inconvénients d'un libéralisme non modéré. Nous concevons bien avec F. Ewald que la démarche libérable constitue la meilleure voie d'autonomisation et de responsabilisation des membres de la société. Le socialisme d'État qui, selon Giddens, prône la nécessité d'une prise en charge par l'État des individus en situation « non compétitive⁴⁹ », ne semble pas être aussi porteur que le libéralisme en termes de création de la richesse. Mais la littérature ne fait état d'aucun modèle de développement économique attribuable à l'observation stricte des dogmes du libéralisme. Au contraire, Reich considère que le libéralisme anglais s'est soldé par un échec catastrophique.

46. Michael PORTER, *L'avantage concurrentiel des nations*, Paris, Interéditions, 1993 ; Robert REICH, *op. cit.*, 1993.

47. François EWALD, *Histoire de l'État-Providence*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1986.

48. Samir AMIN, *op. cit.*

49. Traduction libre.

que expliquant la relégation économique de ce pays au cours du ^{xx}^e siècle ; Rosanvallon qualifie les principes libertaires de cette vision de la société d'utopiques ; Adda et Ferrandéry ne croient pouvoir identifier d'exemple où le libéralisme était à la base d'une relance économique sans intervention de l'État ; ils ont plutôt relevé des exemples où le protectionnisme assurait le cadre du développement économique national⁵⁰.

Malgré ces remarques lumineuses, notre propos n'est pas tant d'analyser les limites du libéralisme que de soulever le voile sur un seul point de la pensée libérale à l'heure de la mondialisation. L'intervention de l'État dans l'économie consistait à soutenir des tendances qui peuvent être plus ou moins favorables à l'un des deux acteurs collectifs du marché : les entreprises ou les individus regroupés en ménages. Or, suivant la pensée libérale, l'intervention de l'État doit absolument respecter le principe de la neutralité économique. La position d'Ohmae relatée précédemment ne reconnaît à l'État aucun droit d'intervenir dans l'économie. En sorte que les dépenses sociales qu'il effectue ainsi que ses activités productives ne sont pas encouragées. Parallèlement, on remarque que l'autre acteur, les entreprises, exerce de plus en plus de pression pour obtenir un allègement des charges fiscales et l'adoucissement des règlements de l'État. En ce sens, les efforts exigés pour stimuler la croissance économique constituent une violation flagrante de la neutralité libérale⁵¹. À cela il faudrait ajouter la nouvelle formule de mécénariat ou de partenariat à laquelle les firmes cantonnent l'État en vue de mieux se positionner sur le marché mondial. Qu'on pense aux missions de l'équipe Canada pour s'en convaincre. De ce fait, l'État ne peut pas se défendre d'être neutre. Il est accaparé par le secteur capitaliste dont il se retrouve à légitimer la vision. La seule nouveauté est qu'il se livre à une légitimation au sein d'un espace plus large que celui traditionnel de l'État-nation.

L'autre aspect de la logique libérale sur lequel nous voudrions attirer l'attention concerne l'échelle internationale. La mondialisation consacre le momentum du modèle capitaliste dont le système de gestion, dans ce contexte, applique les principes du néolibéralisme. Alors, pourquoi nous demandons-nous, sur la base du principe de l'indépendance des acteurs, les nations industrialisées n'abandonnent-elles pas leur politique d'assistance ou d'aide alimentaire aux pays les moins favorisés ? Pourquoi ne pas opter pour des programmes de coopération qui responsabilisent ou autonomisent les pays, vus comme des acteurs du système mondial ? Cette double interrogation élargit en réalité le cadre du raisonnement sur la dépendance des acteurs. Un pays assisté constitue un acteur collectif dépendant et potentiellement démotivé par rapport au « libre » jeu concurrentiel/international. Que la coopération

50. G. ASENÍERO, « Le contexte transnational du développement de la Corée du Sud et de Taïwan », in *Mondialisation et accumulation* par S. AMIN et al., Paris, L'Harmattan, 1993 ; Susan SEGAL-HORN, « The Limits of Global Strategy », *Strategy and Leadership*, No./Dec. 1996, pp. 12-17 ; Klaus SCHWAB et Claude SMADIA, *op. cit.*

51. Pierre-Yves BONIN, *Neutralité libérale et croissance économique*, Cahiers d'épistémologie, n° 9612, UQUAM, 1997.

bilatérale et multilatérale respecte les choix de développement de ces pays et de leur mode d'accès au village planétaire ! Or, comme Jacques Adda l'a constaté, ce qui reste des institutions de Bretton Woods persiste à imposer une harmonisation ou mieux une universalisation des politiques publiques inspirées de la pensée libérale qui n'a réussi nulle part. Alors, quel choix reste-t-il aux zones périphériques en termes de consolidation de leur centre avant d'intégrer l'espace mondial ?

La nature des questions soulevées dans les deux premiers courants que nous proposons dans ce travail pourrait laisser croire que la mondialisation ne se ramène qu'à une dimension économique. Il n'en est rien. Elle repose plutôt sur une dyade : l'économique dans lequel l'expansion du modèle de gestion capitaliste impose sa vision au moyen de la logique du marché ; le social qui est situé en amont de l'économique et qui fournit une explication sociologique de la mondialisation. La perception économique a été couverte par les courants historique et libéral. L'explication socialologique sera synthétisée sous la rubrique d'un courant du même nom.

IV – La sociogenèse de la mondialisation : le courant sociologique

Comme indiqué précédemment, la mondialisation ne renvoie pas seulement à ce que Morales-Gomez désigne par : « The rapid and persuasive diffusion around the globe of production, consumption and investment of goods, services, technology and capital⁵². » Ce ne sont pas non plus le développement des systèmes d'information, de technologie des communications et des facilités de transport défiant les frontières ou réduisant les distances qui soient seulement les éléments explicatifs de la mondialisation. Elle représente « l'effet combiné de la libéralisation commerciale, des flux internationaux de capitaux et d'investissement directs, de l'intégration des marchés nationaux, de l'internationalisation de la production, des mouvements croissants de biens et services à travers les frontières et, au niveau local, des actions diverses des firmes et industries considérées séparément⁵³. Tout cela ne fait que compléter ce qui a déjà été présenté comme la lecture économique des phénomènes plus complexes que le discours de la mondialisation cherche à conceptualiser.

Selon Anthony Giddens, la mondialisation n'est pas avant tout un phénomène de nature économique. Ses manifestations économiques semblent constituer la partie émergée de l'iceberg. Il la définit comme de « l'action à distance dont l'intensification, durant ces dernières années, est due à l'émergence des moyens de communication en temps réel à l'échelle mondiale et au développement accéléré des transports de masse⁵⁴ ». En ce sens, la mondialisation n'embrasse pas seulement la création de grands systèmes, mais aussi la transformation des contextes local et personnel de l'expérience sociale. De sorte

52. Daniel A. MORALES-GOMEZ, *op. cit.*, p. 1.

53. *Ibid.*, p. 55.

54. Anthony GIDDENS, *op. cit.*, p. 4.

que le niveau global influence le contexte individuel de l'expérience quotidienne de la société comme ce cadre individuel produit en retour de l'effet sur ce qui se passe au niveau global, de l'autre côté du monde. C'est en termes de dépassement que l'auteur situe le social par rapport à l'économique dans le contexte de la mondialisation. Car, selon lui, la globalisation ne doit pas être vue comme un processus unique. Elle est une combinaison de processus de nature multiple opérant sous des formes souvent conflictuelles, contradictoires et incohérentes. Pour supporter cette lecture des phénomènes polymorphes et complexes que charrie le courant mondialisateur, Giddens évoque en exemple la résurgence des mouvements nationalistes et l'exacerbation des réaffirmations identitaires locales qui débordent les influences de la mondialisation et s'y opposent. Pourtant, reconnaît-il, ce qu'il convient d'appeler *l'ordre social post-traditionnel* résulte en partie de l'influence de la mondialisation. C'est grâce à la mondialisation que la tradition a changé de statut pour s'insérer dans la modernité. La détraditionnalisation est à son tour provoquée par une autre forme de changement qui affecte les sociétés contemporaines : la réflexivité sociale. L'auteur explique la notion de réflexivité comme la capacité des individus de recevoir et traiter toutes sortes d'informations pertinentes à leur situation à travers leurs filtres pour agir routinièrement suivant ce processus de filtrage. Autrement dit, la réflexivité « réfère à l'usage de l'information sur les conditions de l'activité⁵⁵ ». Elle renvoie donc à la capacité de l'acteur social de réfléchir à son action au moment de l'exécution et d'y puiser des principes d'orientation de sa vie. En ce sens, on dirait que, pour paraphraser Crozier et Friedberg⁵⁶, c'est la rationalité limitée et conjoncturelle de l'acteur qui lui permet d'apprécier les enjeux de son action et d'y accommoder ses choix futurs.

Dans cette perspective, Giddens considère que la mondialisation signifie davantage que l'internationalisation de la compétition économique. En dépit du fait que l'influence des systèmes de communication électroniques instantanés a catalysé la globalisation d'un nouvel ordre des communications permettant, entre autres, le fonctionnement de marchés monétaires vingt-quatre heures par jour, la mondialisation est étroitement liée aux changements survenant dans le tissu de la vie sociale. Elle s'inscrit dans un processus pluridimensionnel de « détraditionnalisation des activités sociales quotidiennes. Laquelle détraditionnalisation signifie à son tour une accélération de la réflexivité de la plèbe⁵⁷ ». L'explication de Giddens se garde toutefois d'assimiler la mondialisation à l'émergence d'un système mondial harmonieux. En ce sens, elle se démarque de la théorie de la convergence dont Kenichi Ohmae se fait l'un des champions. Selon Ohmae, en effet, les flux d'information nous transforment en des « citoyens globaux » et font converger nos goûts et nos préférences. C'est pourquoi, affirme-t-il, « We can all talk to each other now,

55. *Ibid.*, p. 86.

56. Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.

57. Traduction libre de *lay population*; *Ibid.*, p. 42.

understand each other, and governments can not stop us. Global citizenship is no longer just a nice phrase in the lexicon of rosy futurologists. It is every bit as real and concrete as measurable changes in GNP or trade flows. It is actually coming to pass⁵⁸. »

Cette représentation de l'individu dans le contexte de la mondialisation résulte d'une vision monolithique qui ne rend pas compte de la complexité des phénomènes sociaux post-traditionnels caractérisés par Giddens. Elle traite le sujet humain dans son seul rapport à l'économie. La perspective du développement culturel de Wilkins⁵⁹, par exemple, montre que le processus de changement dans lequel le monde s'engage aujourd'hui suit une orientation pluridirectionnelle. C'est ce qui contraint, selon lui, les compagnies à adopter de nouvelles stratégies pour satisfaire les nouvelles demandes, dans l'ensemble, assez divergentes. D'après la pensée de Wilkins, les flux d'information instantanés qui circulent dans le cadre de la mondialisation sont reçus et traités par les individus et les institutions au moyen de deux cadres de référence distincts. Le cadre de référence individuel est spécifique et comporte une carte culturelle propre par laquelle ces informations sont filtrées. En sorte que chaque individu ne tire pas forcément la même conclusion d'un même flux d'information reçu et ne réagit pas, en conséquence, de la même façon. Le cadre de référence organisationnelle est collectif et général. Sa façon d'interpréter les informations active un ensemble d'interactions complexes qui n'autorisent pas une conclusion du genre de ce que postule la théorie de la convergence. Auquel cas, on proclamerait la fin progressive de la diversité culturelle et l'avènement d'une uniformisation incrémentale subséquente des cartes culturelles.

Dans une recension des écrits sur les théories de la convergence et de la divergence, Dunphy⁶⁰ analyse les styles de gestion occidental et japonais pour conclure à la persistance des pratiques distinctives reliées à la différence culturelle. En sorte que, à son avis, aucune évidence ne supporte la théorie de la convergence. De ce pas, on constate que la mondialisation couvre un ensemble de phénomènes sociaux qu'il est difficile de bien caractériser. Chacun y va de son appréciation. C'est dans le sens de cette complexité que Morales-Gomez⁶¹ exprime sa conception de la mondialisation qu'il définit comme : « ...un phénomène complexe traduisant la confluence de facteurs culturels, sociaux, politiques et économiques interagissant à l'échelle mondiale grâce à l'expansion du savoir, de l'information, du commerce et de la technologie au-delà des frontières géographiques et des pôles de l'activité économique. Par conséquent, les impacts provoqués par la mondialisation s'expriment à travers des changements divers produits dans les organisations

58. Kenichi OHMAE, *op. cit.*, 1995, p. 272.

59. Alan L. WILKINS et W. Gibb DYER, « Toward Culturally Sensitive Theories », (*AMR*) *Academy of Management Review*, vol. 13, n° 4, p. 522-533.

60. Dexter D. DUNPHY, « Convergence/Divergence : A temporary Review of the Japanese Enterprise and its Management », (*AMR*) *Academy of Management Review*, vol. 12, n° 3, pp. 445-459.

61. Daniel A. MORALES-GOMEZ, *op. cit.*, p. 6.

sociales, économiques, culturelles et politiques ainsi que dans les systèmes de gouvernance politique des États-nations interagissant à l'échelle mondiale. » La mondialisation est porteuse d'opportunités et de menaces. Dans le premier cas, elle contribue à légitimer les « normes et les valeurs d'équité, d'égalité et des droits humain – civil et politique – aussi bien que social et économique ». Dans le second cas, elle s'accompagne d'une accélération de la pauvreté, des maladies infectieuses, de la criminalité, de l'exclusion, du terrorisme et de la dégradation de l'environnement.

Assimilant la culture globale à une culture télévisuelle, Binstock Van Rij⁶² démontre l'irréversibilité de la constitution d'un village culturel planétaire. Dans son argumentation, elle s'attarde à expliquer comment l'extension des programmes des réseaux de télévision américaine apporte, dans tous les foyers du monde, un mode de vie qui influence progressivement la perception des individus. Ce *modus vivendi* résulte d'images et de symboles transmis non seulement par la télévision mais aussi par le cinéma, les vidéos et les C.D. Les consommateurs absorbent intuitivement ces informations codées qui structurent progressivement leurs filtres et leur carte de référence culturelle. Ce matraquage cognitif commence dès l'enfance, selon l'auteur. Il porte sur l'habillement des bébés, dont les couches en sont un exemple, l'orientation des choix alimentaires des enfants (qu'on pense aux messages imagés de MacDonald), les styles de loisirs des jeunes (les genres de musique populaire, par exemple), etc. Les schèmes perceptuels des individus sont ainsi pris en charge dès l'enfance et au bout d'une génération ou deux conduisent sinon à une homogénéisation des cultures, du moins à une sorte d'hybridation. En considérant qu'un esprit ne retourne pas entièrement à son mode de fonctionnement antérieur après avoir été mis au contact d'un nouveau système de valeurs, l'auteur exclut la possibilité d'un rejet total des nouveaux patterns culturels pour soutenir la thèse sinon de la convergence, du moins celle de l'hybridation. Celle-ci aurait pour effet d'agir sur l'orientation cognitive de l'agent intelligent ou réflexif pour le porter à légitimer en fait des choix qui lui ont été simulés.

Les points de vue d'auteurs synthétisés sous cette rubrique, qualifiée de sociologique, autorisent un certain nombre d'observations. D'abord, les phénomènes de nature sociologique impliqués dans la mondialisation sont polymorphes et leurs interactions sont difficilement explicables à cause de leur complexité. L'économie apparaît être en position de subordination par rapport à la dynamique réflexive de l'agent social. C'est la détraditionnalisation provoquée par la réflexivité individuelle et institutionnelle qui semble, dans ce contexte, stimuler les orientations économiques observées. D'autre part, les flux économiques, informationnels, technologiques et financiers doivent leur accélération à l'épuisement du paradigme étatique en place depuis près de quatre siècles maintenant. Il ne résiste plus aux pressions de la convergence

62. Jeanne BINSTOCK Van Rij, « Trends, Symbols and Brand Power in Global Markets: The Business Anthropology Approach », *Strategy and Leadership*, vol. 24, n° 6, Nov/Dec. 1996, pp. 19-24.

des acteurs sociaux, les consommateurs, des quatre coins du globe. Cette convergence devient, toutefois, difficilement soutenable quand la réalité observée par Dunphy, entre autres, démontre la permanence des différences culturelles dont les firmes multinationales ne manquent pas de tenir compte dans leurs stratégies d'internationalisation et de transfert de technologie⁶³.

L'impossibilité de généraliser les thèses de la théorie de la convergence conduit aux essais d'accommodation d'une perception intermédiaire qui est celle de l'hybridation culturelle que noyautent les schèmes perceptuels américains. Elle est la conséquence d'un long processus d'essaimage culturel à partir des réseaux télévisuels qui, au fil du temps, modifie les valeurs culturelles originelles des acteurs sociaux du monde entier. Mais les contradictions et les conflits qui opposent les phénomènes sociaux attribuables à la mondialisation n'autorisent pas, nous semble-t-il, la moindre conclusion définitive ni sur la convergence, ni sur l'hybridation.

Finalement, les facteurs en cause dans les trois précédentes remarques dénotent la présence, au sein de la mondialisation, de forces dont la conjugaison pose problème à la cybernétique ou à la gouvernétique, selon Vincent Lemieux⁶⁴. L'explication sociologique de Giddens gage sur le fait que la cybernétique s'accommode mieux de systèmes peu réflexifs, alors que le contexte de la mondialisation est marqué, entre autres, par une très haute réflexivité. En même temps, des courants sociaux d'importance continuent, selon l'auteur, à s'opposer à ce qui caractérise la formation d'un village planétaire. Ce qui rend insaisissables les phénomènes sociaux de rapprochement et d'éloignement simultanés qui ont lieu dans le contexte de la mondialisation.

En définitive, les trois courants présentés ci-dessus conçoivent la mondialisation comme la résultante des conditions matérielles et sociales des humains. Les deux premiers situent l'économie dans un ordre d'antériorité par rapport au social. Le troisième, par contre, inverse la perspective pour se représenter le social comme le déterminant des progrès économiques. Les trois s'expriment dans un discours qui consacre la réalité de la mondialisation. Le point suivant analyse ce discours pour en relever les excès et les charges idéologiques dont il est porteur.

V – Le courant critique de la mondialisation

Notre proposition de relever un courant critique dans les pensées exprimées sur la mondialisation tient au fait que certains auteurs relativisent la

63. Martin J. GANNON, « Understanding Global Cultures: Metaphorical Journeys through 17 Countries », Thousand Oaks, Sage, 1994 ; P. R. HARRIS et R.T. MORAN, *Managing Cultural Differences*, 2nd ed., Houston, Gulf Publishing Co., 1987 ; Zhan SU, *La gestion stratégique des entreprises internationales*, Notes de cours et Recueils de cas, FSA, Université Laval, Hiver 1997.

64. Vincent LEMIEUX, *L'étude des politiques publiques, les acteurs et leurs pouvoirs*, Ste-Foy, PUL, 1995.

portée de l'euphorie suscitée par le discours mondialisateur auprès de ceux qui en font une panacée quant à la conduite des affaires internationales, entre autres. La critique la plus systématique, nous semble-t-il, vient de Robert S. Spich, qui analyse ce discours sous l'angle idéologique pour y déceler en arrière-plan le jeu compétitif des académiciens en quête d'audience, de notoriété et d'autorité. Par le fait même, ces théoriciens ne se seraient pas préoccupés, selon l'auteur, de fournir une explication pouvant faciliter une compréhension intellectuelle suffisamment précise de la portée paradigmatique de la mondialisation ou d'analyser les conséquences négatives des tendances qui s'y développent. Spich articule sa vision critique du discours sur la mondialisation suivant une démarche analytique qui évalue les cinq éléments de contenu qui caractérisent les idées qu'il véhicule. Ce faisant, il propose un construit, *globotalk*, pour désigner la façon dont les spécialistes s'expriment sur ce phénomène. Considérant d'abord qu'« un discours est l'activité intellectuelle par laquelle on s'efforce constamment de produire la vérité sur les choses et qu'il est donc une attitude définitivement normative⁶⁵... », il suggère qu'on devrait s'attendre de la part des penseurs à l'expression d'une vision multidisciplinaire et exhaustive de la globalisation. Ce qu'on obtient en réalité est une *globovision* qui spéculé sur le rapetissement du monde, l'internationalisation des économies nationales, l'anomie de l'État-nation, la prépondérance du secteur des affaires, l'opportunité de penser et d'agir globalement, le pouvoir technologique de créer un niveau de richesse jamais atteint auparavant, le développement progressif d'un environnement stable par les institutions internationales, l'émergence d'une économie mondiale, la nécessité de stimuler le libre jeu du marché et de limiter le gouvernement au rôle non moins important d'assurer la protection de l'activité du marché libre, etc.

Il suggère que « this globalisation discourse is not a true discourse⁶⁶ ». Car, selon lui, les auteurs qui inspirent cette vision arrivent de plusieurs horizons disciplinaires par auto-invitation. Ils forment un échantillon non représentatif. En ce sens, le produit de leur discussion qu'il appelle *Globothink* ne forme qu'un ensemble d'idées générales traduites dans des termes et concepts spécialisés. Autrement dit, le discours sur la mondialisation est une synthèse d'idées plus ou moins nouvelles, lâchement couplées, enrobées dans une terminologie spécialisée. En sorte que, « les concepts de défi compétitif, d'alliances stratégiques, de puissance triadique et d'échange royal⁶⁷... », construisent de fait la réalité des gens qui les utilisent⁶⁸. Spich pense que le mode d'expression des internationalistes réfère davantage à une caricature qu'à une caractérisation équilibrée et soigneuse de l'économie politique du monde contemporain. Il en est ainsi, selon l'auteur, parce que *globotalk*, c'est-à-dire le discours actuel sur la mondialisation, est avant tout de nature médiatique ; ce qui lui vaut d'être en grande partie une « création, une configuration, et un

65. Robert S. SPICH, *op. cit.*, p. 2.

66. *Idem*, p. 4.

67. *Ibid.*

68. Anthony GIDDENS, *op. cit.*

mouvement de l'information qui forme des impressions de la réalité ». En un mot, la façon dont les stratégies « internationalistes » rendent compte de la mondialisation engendre, selon Spich, un discours virtuel.

Pour supporter sa caractérisation et son jugement, l'auteur démontre d'abord que ce discours a donné lieu à une façon de concevoir l'économie politique internationale – *globothink* – puis à une vision – *globovision* – nettement idéalisées de l'économie politique du monde contemporain. Dans le cadre de cette vision, la mondialisation doit être considérée comme « une conceptualisation de l'économie politique internationale qui suggère essentiellement et croit que toute l'activité économique, même locale, régionale ou nationale, doit être menée suivant une perspective ou une attitude qui est constamment globale et universelle⁶⁹ ». La préparation pour l'accès au marché global devient le leitmotiv des internationalistes qui attribuent à la firme multinationale la responsabilité centrale de créer de la richesse au moyen des « transferts de technologie, de la création de marché et d'un managérialisme global ». Dans cette perspective, l'État se voit cantonner, au mieux, dans un rôle de support ou de suppléance bien secondaire par rapport aux besoins des firmes.

L'idée de Spich présente une certaine similarité, qui la supporte d'ailleurs, avec l'analyse du profil comportemental des manipulateurs de symboles (cette minorité de citoyens du monde qui dirige, analyse et oriente la conduite des affaires au plan mondial) que Robert Reich a amplement documenté dans son analyse. Morales-Gomez et Couffignal relèvent également l'excès de généralisation du discours mondialisateur et constatent aussi qu'il est le fait d'une infime minorité. C'est Reich qui, au terme de son étude comparative, signale que cette minorité qui véhicule la *globovision* peut être estimée à tout au plus 1 % de la population des pays industrialisés. Il paraît dès lors assez concluant de relever qu'environ un pour cent de la population mondiale – en réalité moins de 1 % quand on raisonne dans un cadre mondial dépassant celui des seuls pays à économie capitaliste avancée – impose sa vision à travers un discours qui structure les visions et les comportements des 99 % restants.

La globalisation comporte cinq éléments autour desquels s'articulent les observations de Spich, de Morales-Gomez, d'Amin, entre autres. Premièrement, la globalisation s'accompagne d'un point de vue néolibéral qui vise une certaine harmonisation des politiques publiques⁷⁰. À cet égard, le discours actualise la thèse de la loi naturelle dont l'origine remonte à la pensée des physiocrates. Elle alimente les débats sur le rôle ou la taille de l'État depuis sa période d'autonomisation à partir du dix-septième siècle. À cela, Samir Amin ajoutera que « ce discours dominant (que prône l'ouverture pour la

69. Robert S. SPICH, *op. cit.*, p. 6.

70. Daniel Van EEUWEN, « Logique et perspectives des processus d'intégration en Amérique latine : Analyse comparée », in *La Transformation de l'État en Amérique latine, Légitimation et Intégration*, sous la direction de Daniel Van EEUWEN, Paris, Karthala, 1994.

compétitivité) est réellement si absurde qu'on se demande par quel mystère il parvient à se faire entendre⁷¹ ».

Et, même la Banque mondiale, dans son rapport annuel de 1992, cité par Morales-Gomez, reconnaît que « One of the risks of globalization is its instrumental role in propagating the view of a new world order which seeks homogenization in « good governance⁷² ». Ces positions traduisent à la fois « l'utopisme », selon Rosanvallon, du discours libéral et les inconvénients que pose l'application des principes de gestion qu'il prône. Deuxièmement, le discours simplifie des phénomènes complexes en matière de « commerce, d'investissement et de développement institutionnel sans se préoccuper d'expliquer leur complexité et d'engager une véritable activité de construction théorique⁷³ ». Cette critique donne à penser que la globalisation, telle qu'elle est articulée dans *globotalk*, constitue une vue aérienne de la forêt et ne permet pas d'apprécier la vraie dynamique vitale qui se déroule sous les arbres.

Le troisième élément du discours, critiqué par Spich, est la prévalence d'un fort courant matérialiste qui place l'économie en amont de tout progrès social. En cela, il réactive tant la pensée de Smith que celle de Marx. Cependant, il marginalise les facteurs immatériels qui motivent les humains. C'est un retard par rapport à la théorie de Maslow sur les facteurs motivationnels. Quatrièmement, l'auteur propose que le discours sur la mondialisation ne suggère pas l'existence au sein des phénomènes qui la caractérisent d'un paradigme au sens kuhnien du terme. Car il ne s'y retrouve aucune articulation d'idées cohérentes, claires et faisant assez d'autorité pour mériter une telle considération. Le discours accumule plutôt des observations éparses, lâchement couplées qui ne marquent pas de tournant décisif dans l'orientation de la pensée. L'extension tous azimuts du modèle compétitif ou des stratégies internationales – qui revêtent d'ailleurs tout leur sens à leur niveau respectif d'analyse – au niveau de l'analyse des États, atteste d'un manque de rigueur académique.

Finalement, le discours sur la mondialisation est vu par Spich comme un phénomène médiatique. En tant que tel, sa base d'argumentation est plutôt très faible. De ce fait, il articule des « propositions implicites, ses tentatives de constructions théoriques au moyen d'une ligne d'argumentation solide sont informelles et incomplètes, les définitions et les concepts sont imprécis, les règles de son argumentation – canon de la science – sont galvaudées, la description conduit directement à la prescription, l'opinion est souvent substituée à l'analyse, le privé et le public sont souvent portés indifféremment à l'agenda et les intérêts intellectuels semblent souvent l'emporter sur la vérité de l'idée⁷⁴... ». Notre position par rapport à l'analyse de Spich prend un double

71. Samir AMIN, *op. cit.*, p. 353.

72. MORALES-GOMEZ, *op. cit.*, p. 12.

73. Robert S. SPICH, *op. cit.*, p. 6.

74. *Ibid.*, p. 9.

sens. Premièrement, sa représentation de la pensée libérale qui est diluée dans le discours sur la mondialisation nous paraît suffisamment étayée pour qu'il ne soit pas nécessaire de la commenter davantage. Il apparaît tout aussi évident que la mondialisation s'inscrit dans un univers si complexe qu'aucune construction théorique ne parvienne encore à en décrire les contours de façon significative. Anthony Giddens partage cet avis. Mais là où, en second lieu, l'analyse de Spich nous inspire des réserves concerne justement sa conception de la portée paradigmatique d'un phénomène. L'élaboration d'un corpus théorique pouvant expliquer suffisamment en compréhension et en extension la nature d'un phénomène nouveau au point de faire l'unanimité ne semble pas constituer une condition suffisante pour attester de l'existence d'un paradigme au sens de notre compréhension de la théorie paradigmatique de Kuhn⁷⁵. Au contraire, il paraît que l'entrée tout comme la sortie d'un paradigme peut poser des problèmes de visibilité qui pourraient empêcher l'auteur de constater que le monde vient de sortir d'un ancien *modus operandi* et qu'il entame bel et bien une nouvelle phase de son histoire. Or la nouveauté et la complexité des évolutions qui caractérisent ce moment historique que constitue la mondialisation ne se prête pas tout à fait à une représentation conceptualisée à l'avance. L'attente d'une explication exhaustive se comprend alors très difficilement. Les difficultés de construction théorique autour de la mondialisation, évoquées par Spich, pourraient avoir une double signification. D'abord, un paradigme n'est pas assimilable à une représentation élaborée d'avance et objectivée unanimement par la suite. La deuxième signification possible de ces difficultés est qu'elles consacrent l'existence d'une série d'énigmes inhérentes à un paradigme et donc en suggèrent bien la présence.

Le cinquième élément analysé par Spich suppose que l'argumentation discursive de la mondialisation rassemble des idées, des opinions et des impressions impossibles à regrouper dans un corpus théorique robuste sur les activités d'affaires internationales. Elles viennent d'horizons disciplinaires différents. Leur incohérence susciterait un besoin d'explication, lequel besoin stimule la formation d'idées qui vont engendrer une certaine vision traduite dans un discours composé d'éléments logiquement incohérents et scientifiquement insoutenables. C'est ce discours qui est transformé en un phénomène médiatique qu'utilisent des académiciens pour tenter de s'assurer la paternité des principes structurants et formalisateurs du comportement des acteurs socio-économiques du monde. En cela, la mondialisation est davantage porteuse d'idéologie, selon l'auteur, qu'elle ne traduit une réalité bien articulée et bien comprise.

Le point qui peut être soulevé par rapport à cette évaluation est que la critique de Spich constitue sa propre représentation de la mondialisation que son « contexte d'expérience » lui permet d'élaborer. De plus, en entreprenant la déconstruction de ce tintamarre médiatique, selon lui, auquel le discours sur la mondialisation donne lieu, il se met à s'assurer lui aussi une certaine

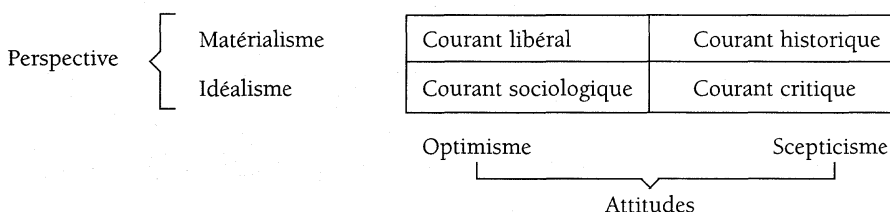
75. Thomas KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983.

audience, une certaine notoriété et une forme d'autorité. On dirait alors qu'il est inhérent aux démarches du penseur-chercheur à s'attirer une telle considération toutes les fois qu'il s'acquitte de son obligation éthique d'expliquer des phénomènes nouveaux aux membres de la société qui n'ont pas développé cette compétence. Considération définitivement discutable.

VI – Portée doctrinale des courants de pensée de la mondialisation

En guise de conclusion à notre analyse des tendances de la mondialisation, nous proposons dans cette dernière partie d'arrimer les idées qui en rendent compte sur deux doctrines philosophiques et deux attitudes pratiques. L'objectif de notre propos n'est pas d'examiner, si sommairement soit-il, le contenu de ces doctrines et de ces attitudes, mais d'y référer à titre indicatif seulement. Il s'agit d'abord du matérialisme d'après lequel : « Les idées émanent ou naissent des réalités structurelles de la société dans laquelle les individus et les groupes se sont empêtrés⁷⁶. » Le matérialisme historique défini par Marx considère, en effet, que « l'histoire est constituée par l'ensemble des modes de productions apparus ou à venir ; le mode de production conditionne les modes de vie sociaux, politiques, intellectuels ; c'est donc l'être social de l'homme qui détermine la conscience, et non l'inverse⁷⁷ ».

Figure 1
Doctrines de la mondialisation



Le courant historique traite des modes de production capitaliste et des flux commerciaux auxquels ils ont donné lieu au cours des deux derniers siècles. Les mouvements de facteurs de production qui les ont accompagnés forment une vague qui s'amplifie au fil des années pour définir des étapes ou des degrés de la mondialisation. En sorte que les phénomènes globalisants dont les experts et les médias font état à grand renfort d'arguments aujourd'hui apparaissent comme un nouveau degré des capacités matérielles de l'homme. Considérant que les conditions matérielles, présentes et à venir, sont les seules sources de liberté et de régulation sociales, les tenants du contrat libéral entreprennent d'homogénéiser les politiques publiques à l'échelle mondiale.

76. Richard M. WEISS et Lynn E. MILLER, « The Concept of Ideology in Organizational Analysis », (AMR) *Academy of Management Review*, 1987.

77. *Le Petit Larousse Illustré*, 1996, p. 639.

Les limites mêmes matérielles de cette démarche et de l'idée qui l'alimente ont été diversement appréciées.

La logique dominante que ces deux courants (historique et libéral) soutiennent est rendue possible grâce à la révolution informatique et des technologies de communication reliant le globe en temps réel. Elle apparaît cependant comme un mélange assez étrange d'idées ou de faits à tout le moins contradictoires (libre-échangeisme couplé au protectionnisme, globalisation dans le sens d'éradication des barrières physiques et réglementaires associée à la constitution de zones d'influence respective – c'est le sens de l'une des interprétations de la constitution des blocs régionaux d'une part, et, de l'autre, de la configuration triadique de l'économie mondiale –, recherche d'État minimal assortie d'une augmentation de la demande d'État, opulence croissante d'une minorité jumelée à la paupérisation presque proportionnelle, selon Reich, d'une écrasante majorité – mettant ainsi en relief le caractère de jeu à somme nulle du phénomène –, etc.) et d'une résurgence de principes de gestion qui ont déjà fait leur temps. Ils resurgissent parce qu'il semble que, comme Ziegler l'a fait remarquer : « l'histoire des choses est cumulative et potentiellement universelle⁷⁸ ».

La seconde tendance doctrinale qui semble nourrir les conceptions de la mondialisation est l'idéalisme défini au sens que Weiss et Miller donnent à ce concept. Selon leur acception, l'idéalisme est une doctrine subjectiviste qui considère que « le monde existe seulement comme une construction mentale... les idées émergent naturellement de l'esprit ou résultent des réflexions d'autrui ou plus généralement des idées ayant cours dans la société⁷⁹... ». L'agent intelligent est donc au centre et à l'origine des formes d'organisation sociale instituées. En sorte que les idées ne découlent pas, suivant cette approche, des intérêts matériels comme le conçoit le matérialisme, mais de « l'esprit intellectuel d'une époque⁸⁰ ». C'est dans ce cadre qui consacre la primauté de l'agent réflexif que nous inscrivons le courant sociologique qui traverse la mondialisation conformément à l'exposé qui vient d'être présenté sous le thème du courant sociologique.

Selon ce courant, en effet, la caractérisation matérielle du contexte de la mondialisation n'est qu'un instrument qui permet de concrétiser la détraditionnalisation à laquelle aboutit la réflexivité individuelle et institutionnelle. Même si le courant critique conclut à l'inconsistance théorique des idées qui ont cours dans le contexte de la mondialisation, tant leur complexité ne permet pas d'élaborer un corpus répondant à une critériologie paradigmatique, il demeure qu'un phénomène socio-économique réel se déroule sous nos yeux. Les entreprises s'organisent différemment, la production industrielle a changé de pattern, l'État redéfinit son rapport à la société, les

78. Jean ZIEGLER, « Démocratie-Nation-République », in *Les Transitions Démocratiques*, sous la direction de Hurbon LAÉNEC, Actes du colloque de Port-au-Prince, Syros, 1996.

79. Richard M. WEISS et Lynn-E. MILLER, *op. cit.*, p. 104.

80. R.M. WEISS et Lynn-E. MILLER, *op. cit.*

relations économiques internationales s'intensifient, les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres s'appauvrissent davantage, la planète se rapetisse sous l'effet des nouveaux moyens de communication, mais la distance culturelle se maintient, les universitaires s'activent pour conceptualiser ce qui demeure encore un amalgame complexe.

Nos observations permettent de dégager également deux attitudes pratiques face à la mondialisation : une attitude optimiste et une attitude sceptique. Comme attitude philosophique, l'optimisme correspond aux « tendances ou dispositions générales à ne voir que le bon côté des choses ». Le courant libéral s'inscrit dans cette tendance. Car les perceptions qu'il véhicule ne semblent reconnaître que la richesse et la liberté générées par l'application des principes de la logique de marché. Il reconnaît donc la mondialisation comme l'ultime phénomène de libération économique et sociale de l'individu. Mais il n'insiste pas sur les mauvais côtés ou sur la complexité des événements qui caractérisent la mondialisation. Le courant sociologique, par contre, admet la manifestation d'un certain fonctionnement du monde qu'autorise l'acceptation de la phénoménologie de la globalisation. Mais Giddens y introduit des tempéraments qui recommandent de la modération. La théorie culturelle vient nuancer davantage la portée triomphaliste et la convergence de quelques académiciens et internationalistes. En somme, le courant sociologique est optimiste en dépit des nuances significatives qu'il introduit par le seul fait qu'il accepte l'existence de la mondialisation et y propose une définition qui consacre la prévalence de l'agent réflexif.

La deuxième attitude pratique qui recoupe les courants historique et critique est le scepticisme. En tant que tel, le scepticisme désigne, selon Foulquié⁸¹ « la disposition d'un esprit porté au doute ». Le Petit Larousse définit le scepticisme comme l'« état d'esprit de toute personne qui refuse son adhésion à des croyances ou à des affirmations généralement admises ». Le courant historique, on s'en souvient, ne voit de nouveautés dans la mondialisation que le concept en soi et les objets des échanges internationaux. Le phénomène en lui-même remonte à plus d'un siècle, selon les auteurs regroupés dans ce courant. Le courant critique enfonce davantage le clou dans la superficialité du discours sur la mondialisation. Le jugement qu'il émet traduit un doute systématique et un refus d'adhérer aux acceptions et principes véhiculés par ce discours. Son scepticisme est donc sans faille.

En définitive, la mondialisation aura fait l'objet de beaucoup de tentatives d'explication. Elle ne continue pas moins à défier les différentes conceptions qui cherchent à exprimer l'essence de sa signification que certains situent dans le cadre des discontinuités de la modernité⁸². À notre avis, aucun des courants de pensée identifiés à l'occasion de cette recherche ne semble atteindre cet objectif. Ils font davantage ressortir les divergences perceptuelles quant aux

81. P. FOULQUIÉ, *Dictionnaire de la langue philosophique*, Paris, PUF, 1962.

82. Zigmunt BAUMAN, *Postmodernity and its Discontents*, New York, New York University Press, 1997.

causes et effets de la mondialisation, en plus de marquer une certaine difficulté d'appréhension de son degré d'achèvement. L'accumulation croissante des écrits sur le sujet témoigne de l'incommensurabilité de sa portée et du polymorphisme indéchiffrable des phénomènes qu'il charrie. Nous pensons que seul le passage du temps permettra d'en dégager une explication scientifique pouvant atteindre la robustesse souhaitée par Spich. Car la pluralité des points de vue sous-jacente à notre démarche analytique aura davantage contribué à ouvrir le débat qu'à répondre aux questions d'ordre théorique et pratique soulevées autour de la place de la mondialisation dans le processus d'enchâssements et de déenchâssements de la modernité.